



Berne, le 4 septembre 2018

Chers collègues,

Vous recevez pour la deuxième fois le "mailing ASCP-SVBB" nouvellement mis en page, pour l'instant encore comme document annexé à cet Email. Depuis juin 2018, vous pouvez également trouver les mailings de l'ASCP (du 01 au 04/2018) sur le nouveau site internet et les consulter à tout moment. Nous vous ferons parvenir encore le lien dans un courrier électronique (env. fin d'octobre).

Dans cette édition, nous vous informons comme d'habitude sur l'actualité de la PEA suisse et les séances du Comité, mais aussi les premiers résultats de notre "offensive de relations publiques" en faveur des curatrices et curateurs professionnels. Vous trouverez aussi des renseignements sur les Journées d'étude. Nous vous rappelons en outre – encore une fois – l'offre très intéressante pour l'acquisition de lecteurs optiques de pièces comptables au regard de la suppression du BVR à partir de 2019 (l'actuel bulletin de versement) dans le cadre des paiements effectués via la Poste.

Pour les Suisses alémaniques et ceux habitués en allemand: Voilà également une heureuse nouvelle: nos contacts avec la SRF ont porté leurs fruits, puisqu'une brève information (aperçu) sur le quotidien des curateurs professionnels devrait a priori être diffusée le jeudi soir 6 septembre 2018*) dans l'émission « 10vor10 » (cf. point A, ci-après).

Contenu:

- Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte
- Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes
- Conseils juridiques
- Manifestations
- Références bibliographiques

A) Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte

Attention: jeudi 6 septembre 2018, SRF, „10vor10“ *) (à 21.50h) reportage sur le travail des curateurs professionnels – Portrait bref d'une curatrice professionnelle

Vous vous en rappelez (Mailing 03/2018): L'ASCP a cherché à collaborer avec une journaliste de l'émission d'information « 10vor10 » (télévision suisse alémanique / SRF). Celle-ci a accepté de consacrer un sujet au travail des curateurs professionnels. L'ASCP a donc organisé un aperçu de la gestion de mandats et du travail avec les personnes concernées par la protection de l'enfant et de l'adulte. Grâce à une préparation minutieuse, le tournage des entretiens le 22 juin avec une curatrice professionnelle de Kreuzlingen (TG) et les personnes concernées s'est très bien déroulé pour tous les participants.

*) Attention: Les actualités quotidiennes prioritaires de „10vor10“ peuvent aussi entraîner un report de la diffusion!

Comme convenu, toutes les parties concernées ont pu visionner au préalable le résultat du reportage SRF à la fin du mois d'août. Tous les contributeurs, c.à.d. à la fois notre curatrice de Kreuzlingen, ainsi que les clients concernés et les responsables de l'ASCP, sont tous convaincus de l'effet positif que produira ce reportage. La journaliste de la SRF, Helena Christen, la « femme de caméra », ainsi que les personnes concernées ont réussi à réaliser un reportage vivant, à fort impact émotionnel. Nous tenons à relever l'attitude très authentique de toutes les personnes impliquées. Félicitations à tous les protagonistes d'avoir pu contribuer à une image positive du travail des curateurs professionnels.

Le Comité de l'ASCP est convaincu que le bref reportage de la SRF contribuera - dans le cadre du travail intensif de relations publiques du Comité ce printemps - à une meilleure compréhension de notre travail.

Mais c'est aussi (et nous en sommes conscients) une simple pièce de puzzle sur le long chemin de la reconnaissance et de la notoriété de notre travail et de notre profession auprès du grand public.

B) Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes

Travail de relations publiques

Comme déjà annoncé dans le mailing de juin 03/2018: En 2018, le Comité consacre une grande partie de ses ressources au travail de relations publiques. L'objectif est de renforcer notre profession en améliorant la compréhension de nos activités auprès du public. Outre le reportage de 10vor10, plusieurs articles sur le travail des curateurs professionnels ont été publiés dans les journaux d'az medien, y.c. watson.ch, les journaux régionaux autour de Zurich, ainsi que dans la Berner Zeitung. Un article est en préparation par la Luzerner Zeitung. Par ailleurs trois courtes vidéos ASCP ont été tournées d'abord en allemand et maintenant aussi en français (voici le lien pour les vidéos en français – sur notre site: : <https://svbb-ascp.ch/fr/>).

Cependant, nous tenons aussi à vous donner un aperçu de nos activités clés au sein de l'ASCP qui donnent lieu à de tels résultats. Vous trouverez ci-après un résumé des aspects fondamentaux:

- Le profil professionnel et la discussion des principes directeurs de l'ASCP visent à long terme une identité professionnelle commune (profil du métier), au sens d'une Corporate Identity;
- Il convient de rendre le profil professionnel du CP « compréhensible » pour le public, un objectif qui peut uniquement être atteint par des apparitions médiatiques et présentations simples du travail des curateurs professionnels; il s'agit de communiquer de manière accrue l'importance de leurs domaines d'activités sensibles au public,
- Les curateurs professionnels doivent être perçus comme un groupe professionnel, ce qui peut uniquement être atteint grâce à une communication active et des "têtes connues ou en passe de le devenir"; celles-ci doivent être perçues comme des voix indépendantes;
- L'ASCP-SVBB doit aussi « mettre en exergue » les domaines d'activités sensibles de notre travail et faire office d'interlocuteur privilégié.

Une première conclusion:

1. Le profil professionnel et les principes directeurs sont disponibles; ceux-ci servent de « lignes directrices », à utiliser pour la communication (identité) externe : https://svbb-ascp.ch/fileadmin/user_upload/dokumente/dokumentation/180327_Leitbild_und_Berufsbild_SVBB_020318_1.pdf (Version en allemand; la version en français suivra ; elle est en train de traduction).

2. Dans un deuxième temps, l'objectif est de renforcer davantage le profil professionnel et de communiquer activement l'importance des domaines d'activités sensibles au public (p.ex. l'initiative anti-APEA de Schwander). Il s'agit d'un travail de confiance de longue haleine amené à renforcer la profession; mais qui contribue également à renforcer le rôle et la légitimité auprès des APEA et de la COPMA.

Contact avec les groupes régionaux – Séance d'échange: mardi 20 novembre à Olten

Début juillet, le Comité de l'ASCP a adressé une première information à tous les responsables des groupes régionaux au sujet de

> *la réunion d'échange le mardi 20.11.2018, à Olten (HES).*

Il s'agira une nouvelle fois d'échanger sur les besoins et attentes mutuels et de définir les domaines de collaboration possibles. La révision des statuts de l'ASCP sera discutée ensemble – et autre point central – il faudra des solutions afin que le travail de relations publiques et ses outils puissent être aisément utilisés par les groupes régionaux.

Assemblée générale de l'ASCP-SVBB du 11 septembre 2018 à Bienne – dès 10h00

En juillet, tous nos membres ont reçu l'invitation à l'Assemblée générale de l'ASCP-SVBB (AG) du 11 septembre 2018 à Bienne. Les inscriptions pour l'AG et le déjeuner commun de clôture sont encore possibles via :

<https://svbb-ascp.ch/fr/actualite/assemblee-generale/inscription-pour-lag-de-lascp-2018/>

L'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ASCP englobe, outre les affaires associatives habituelles, le travail de relations publiques (état et nouveaux développements), ainsi qu'un premier échange sur la révision prévue des statuts. Nous nous réjouissons d'accueillir de nombreux membres et invités à l'AG.

Changement au sein du Comité

Christine Keller (ZH), Reinhard Imhasly (VS), Marcel Borer (BS/BL) démissionneront du Comité lors de l'Assemblée générale du 11 septembre. Les élections des remplaçants auront donc également lieu lors de l'AG du 11.09.18 à Bienne.

Site internet: www.svbb-ascp.ch

NOUVEAU: espace membres sur le site

Comme annoncé précédemment, un nouvel espace réservé aux membres de l'ASCP-SVBB sera créé cet automne. Dans cet espace, vous trouverez des informations spécialisées supplémentaires, utiles pour votre activité professionnelle. Les membres recevront les données d'accès par courrier électronique (prévu fin octobre).

A cette fin, nous avons réalisé cet été *une enquête auprès de nos membres pour recueillir les adresses Email actuelles. Malgré un bon retour, quelques personnes n'ont pas encore renvoyé leur adresse électronique.* Ces membres ne pourront malheureusement pas accéder à l'espace membres du site internet sans adresse électronique. Nous prions donc une nouvelle fois ces personnes de bien vouloir nous communiquer une adresse Email.

Nouveaux bulletins de versement: offre spéciale pour les membres de l'ASCP – lecteur optique de pièces comptables Giromat

Dès 2019, la poste remplacera le bulletin de versement rouge avec le numéro de référence (BVR) par le **nouveau format de code QR** (cf. lien ci-après vers le site de la Poste):

[Le bulletin de versement rouge a vécu | PostFinance](#)

Dès 2019, le BVR sera donc définitivement remplacé par le nouveau format de code QR. A l'heure actuelle, certains lecteurs optiques de pièces comptables, utilisés par les curatelles, ne sont pas à même de traiter le code QR.

De nombreux lecteurs de pièces comptables ne peuvent pas lire le code QR et ne seront plus utilisables suite à la suppression du BVR. Un remplacement coûteux sera donc inéluctable.

L'ASCP a négocié un prix très attractif pour nos membres avec Crealogix, le fournisseur du fameux lecteur de pièces comptables « Giromat ».

En tant que membre de l'ASCP, vous pouvez acquérir le lecteur avec un fort rabais de 35%: au lieu du prix public de CHF 1'514, le modèle Giromat G400 vous coûtera uniquement 980.- y.c. TVA et livraison.

Merci de passer votre commande directement via une page d'accès dédiée de la boutique en ligne de Crealogix :

https://shop.crealogix.com/banking/institute/overview/?banking_code=svbb_ascp_qr&utm_source=KdSVBB-ASCP&utm_medium=Shorty&utm_campaign=SVBB_ASCP

Le fournisseur se réserve le droit de consulter l'ASCP en cas de doute quant à la légitimité d'une commande. Une commande privée ou pour le compte du service financier ou de « l'entreprise voisine » n'est pas autorisée via cette page spéciale.

C) Conseils juridiques de l'ASCP

Vous trouverez des contributions de notre conseil juridique et les arrêts des tribunaux actuels sur le site internet de l'ASCP: <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>. En tant que membre, vous pouvez à tout moment soumettre une demande par Email.

Voici un exemple actuel

(réponses divers sur: <https://svbb-ascp.ch/fr/droit-de-la-filiation/consultation/>)

Ernennung der Beistandsperson bei Wohnsitzwechsel während hängigem Verfahren **Installation d'une curatrice prof. pendant changement de domicile et procédure en instance**

Kurt Affolter-Fringeli, lic. iur., Fürsprecher und Notar

Mots-clés:

Curateur professionnel, perpetuatio fori, Transmission de mesure de protection de l'adulte, Compétence locale

La traduction française du conseil juridique suivant (en allemand) n'est malheureusement pas encore terminée. Vous la trouverez dès que possible sur notre site internet (actualité) et sous consultations sur : <https://svbb-ascp.ch/fr/droit-de-la-filiation/consultation/>.

I. Ausgangslage

Zu Beginn der Abklärung war aufgrund des Wohnsitzes der fraglichen Person in X-Dorf die KESB X-Dorf zuständig. Während der Abklärung zog der Klient von X-Dorf nach Y-Stadt, in das Zuständigkeitsgebiet der KESB Y. Die KESB X ernannte mit Entscheid vom 15. Mai 2018 mich als Beistand (Berufsbeiständin in Y). Unserer Meinung nach hätte die KESB X jedoch zuerst einen Beistand in X-Dorf ernennen müssen und anschliessend ein Gesuch um Übertragung an die KESB Y stellen sollen.

II. Frage

Dieses oben erwähnte Vorgehen löst bei uns folgende rechtliche Fragen aus:

- Kann eine andere KESB einen Beistand von uns ernennen?
- Wie ist die rechtliche Situation in einem solchen Fall, bzw. ist ein solcher Entscheid rechtsgültig?

Es ergeben sich auch interne Probleme mit unseren Prozessen und Abläufen.

III. Erwägungen

1. Zuständig zur Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme ist gemäss Art. 442 ZGB die KESB am Wohnsitz der betroffenen Person. Ist ein Verfahren rechtshängig, so bleibt nach innerstaatlichem Recht die Zuständigkeit bis zu dessen Abschluss auf jeden Fall erhalten (Art. 442 Abs. 1 ZGB: Prinzip der perpetuatio fori; Empfehlungen der KOKES zur Übernahme einer Massnahme des Kindes- und Erwachsenenschutzes nach Wohnsitzwechsel, März 2015, ZKE 2016 S. 168). Bei internationalen Bezügen gilt dieses Prinzip allerdings nur bedingt (BGE 143 III 193 E. 2; 142 III 1 E. 2.1; DANIEL BÄHLER, Die Siebte Spezialkommission der Haager Konferenz zur praktischen Handhabung der Übereinkommen über Kindesentführungen und Kinderschutz, FamPra.ch 2018 S. 409). Die fortbestehende Zuständigkeit der Behörde am früheren Wohnsitz gilt sowohl für die Anordnung einer Beistandschaft als auch für die Ernennung der Beistandsperson, weil beide Entscheide im selben Verfahren zu fällen sind und untrennbar mit einander verbunden sind. Ohne Ernennung einer Beistandsperson kann die Beistandschaft ihre Schutzwirkung nicht entfalten (BK-AFFOLTER/VOGEL, Art.315-315b ZGB N 35 ff.; BK-AFFOLTER/VOGEL/LIENHARD, Art. 327a N 42). Demnach lag es in Übereinstimmung mit den einschlägigen Verfahrensbestimmungen des ZGB, dass die KESB in A. sowohl die Beistandschaft errichtet hat als auch die Beistandsperson ernannte. Zwar hält die KOKES in ihren oberwähnten Empfehlungen vom März 2015 (ZKE 2016 S. 168 f.) es für möglich, dass die verfahrensleitende KESB lediglich die Massnahme anordnet, der übernehmenden KESB es aber überlässt, die Parameter von Aufsicht und Amtsführung zu definieren und damit die Beistandsperson zu ernennen, was sie lediglich als eine Vollzugshandlung hält. Das kann nur dann aufgehen, wenn beide beteiligten KESB auf denselben Zeitpunkt hin die Massnahme anordnen und die Beistandsperson ernennen, weil andernfalls eine Beistandschaft ohne Beistandsperson besteht, was ohne Schutzwirkung bleibt.
2. Die Frage stellt sich, ob die KESB in A., welche für die Gemeinde X. als früherer Wohnsitz des Verbeiständeten zuständig war, befugt war, eine Beistandsperson zu ernennen, welche in einem Dienst angestellt ist, der ausserhalb des Zuständigkeitsbereichs der KESB A. liegt. Im vorliegenden Fall sind sowohl die KESB als auch die Betreuungsdienste (Berufsbeistandschaften) kommunale Organisationen (§ 2 f. und 20 EG KESR ZH, LS 232.2), wengleich auch nicht mit deckungsgleichen örtlichen Zuständigkeiten. Sowohl die betroffenen KESB als auch die betroffenen Dienste (Berufsbeistandschaften) gehören dem gleichen Kanton an.
 - a) Die KESB ernennt als Beistandsperson eine natürliche Person, die für die vorgesehenen Aufgaben persönlich und fachlich geeignet ist (Art. 400 Abs. 1 ZGB). Die ernannte Person ist verpflichtet, die Beistandschaft zu übernehmen, wenn nicht wichtige Gründe dagegen sprechen (Art. 400 Abs. 2 ZGB). Diese Bürgerpflicht soll allerdings gestützt auf die parlamentarische Initiative Nr. 12.413 von Jean Christoph Schwaab fallen (Bericht der Rechtskommission des Nationalrates vom 2. Februar 2017, BBI 2017 S. 1811 ff.). Eine Beistandsperson soll künftig nach nArt. 400 Abs. 2 ZGB nur mit ihrem Einverständnis ernannt werden (BBI 2017 S. 6239, Ablauf Referendumsfrist 18.1.2018, Inkraftsetzung noch offen). Allerdings ist diese Bestimmung an private Beistandspersonen gerichtet und nicht an Berufsbeistandspersonen, deren Amtsannahmepflicht sich nach dem einschlägigen Organisationsrecht des jeweiligen Arbeitsgebers und dem eigenen Pflichtenheft richtet.

- b) Die Gemeinden des Kt. Zürich haben nach kantonalem Recht dafür zu sorgen, dass in ausreichender Zahl Berufsbeiständinnen und Berufsbeistände zur Führung von Massnahmen des Erwachsenenschutzes zur Verfügung stehen (§ 20 Abs. 1 EG KESR ZH). Die KESB kann im Einzelfall bei Säumnis der Gemeinde auf deren Kosten eine Berufsbeiständin oder einen Berufsbeistand ernennen (§ 20 Abs. 1 EG KESR ZH). Im vorliegenden Fall lässt sich der Sachverhaltsschilderung der KESB A. entnehmen, dass sie sich bezüglich der einzusetzenden geeigneten Beistandsperson mit der KESB B. in Verbindung gesetzt hat und von dieser den Namen des künftig in Y. zuständigen Mandatsträgers vorgeschlagen erhielt. Auch wenn die KESB B. die Massnahme aus zeitlichen Gründen noch nicht übernommen hat und damit den Mandatsträger aus ihrem Zuständigkeitsbereich noch nicht selbst bestätigt hat, liegt doch einerseits ein Entscheid einer örtlich und sachlich zuständigen KESB vor (KESB A.) und sind keine Normen missachtet worden, welche der Ernennung der Berufsbeistandsperson aus Y. entgegen stehen würden.
- c) Es stellt sich die Frage, welche Alternativen dem Vorgehen im vorliegenden Fall gegenübergestellt werden können. *Die Idee, zunächst eine Berufsbeistandsperson aus X. (früherer Wohnsitz) zu ernennen, diese mit der Aufnahme des Inventars und dem Beziehungsaufbau (Art. 405 und 406 ZGB) zu beauftragen, und mit dem Übertragungsentscheid einen Mandatsträgerwechsel von X. nach Y. zu veranlassen, wäre in Betracht zu ziehen, wenn aus nachvollziehbaren und ernsthaften Gründen mit einer Übertragung der Massnahme in absehbarer Zeit nicht zu rechnen wäre. Dem ist aber nach dem geschilderten Sachverhalt nicht so.* Beide beteiligten KESB sind offenbar der Meinung, die Voraussetzungen für eine Übertragung der Massnahme seien erfüllt. Damit erweist sich das Vorgehen der beiden beteiligten KESB einerseits als effizient, andererseits aber auch als sicher, damit der betroffenen Person der nötige Schutz umgehend zuteil wird und sie mit der eingesetzten Beistandsperson die Zusammenarbeit ohne Unsicherheitsfaktor aufnehmen kann.
3. Ihre Fragen können damit wie folgt beantwortet werden:
- a) **Kann eine andere KESB einen Beistand von uns ernennen?**
Ja, gemäss Art. 400 ZGB ernennt die KESB eine geeignete Person. Sie ist von Bundesrechts wegen nicht an kantonale oder kommunale Organisationsvorgaben gebunden, auch wenn sie solche im Rahmen der Eignungsprüfung selbstverständlich wenn immer möglich berücksichtigt (§ 20 Abs. 1 EG KESR ZH). Nachdem im vorliegenden Fall die Ernennung in Absprache zwischen den beiden beteiligten KESB erfolgt ist,
- b) ...
- c) **Es ergeben sich auch interne Probleme mit unseren Prozessen und Abläufen.**
Solche Entscheide sind eher selten und bedürfen als Ausnahmen auch entsprechender Prozessbeschriebe. Es gibt auch andere Ausnahmefälle, welche entsprechender besonderer Beschreibung bedürfen, namentlich wenn nach einem Wohnsitzwechsel die Massnahme aus wichtigen Gründen nicht an den neuen Ort übertragen wird (Art. 442 Abs. 5 ZGB), oder wenn trotz Wohnsitzwechsels die bisherige Beistandsperson das Mandat aus wichtigen Gründen (z.B. wertvolle Vertrauensbeziehung, Vermeidung eines weiteren Beziehungsabbruchs) im Zuständigkeitsbereich einer neuen KESB weiterführen soll. Das kann – wenn die Entschädigung nicht dem Vermögen der Betreuten entnommen werden kann - zu Finanzierungsfragen führen (BB führt eine Massnahme für eine andere BB), welche allerdings wegen des ausgesprochenen Seltenheitswerts und Ausnahmecharakters hinzunehmen sind und nach kreativen Lösungen rufen.

IV. Fazit

1. Ist ein KESB-Verfahren am – für's Erste – richtigen Ort rechtshängig (d.h. eröffnet worden und in Bearbeitung), so bleibt diese KESB bis zum Verfahrensabschluss auch zuständig (Art. 442 Abs. 1 ZGB). Erst nach diesem Abschluss wird eine – z.B. in Folge Wohnsitzwechsel – zwischenzeitlich entstandene „neue örtliche KESB-Zuständigkeit“ dementsprechend massgebend.
 2. Grundsätzlich kann die KESB gemäss Art. 400 ZGB auch – im gegenseitigen Einverständnis mit den andernorts zuständigen Organisationen – Beistände aus Regionen ernennen, welche ausserhalb ihres KESB-Zuständigkeitsgebietes liegen.
 3. Die betroffene KESB hat bei ihrem Entscheid in Situationen mit anstehendem Zuständigkeitswechsel sowohl den weiteren mutmasslichen Verlauf zu prüfen als auch in Betracht zu ziehen, mit welcher Massnahme und auch Einsetzung eines Mandatsträgers dem Betroffenen in absehbarer Zeit ein stabiles Vertrauensverhältnis mit seinem Beistand ermöglicht werden kann.
-

D) Manifestations / Informations

- **Journées d'étude de la COPMA 11/12 septembre 2018 à Bienne**

Nous vous avons adressé l'invitation et le programme des Journées d'étude avec la facture de la cotisation 2018. Le délai d'inscription était fixé au 10 août dernier; les inscriptions de dernière minute sont encore possibles. Vous trouverez de plus amples informations sur le site internet de la COPMA:

<https://www.copma.ch/fr/actualites/journees-detude-2018-la-participation-un-gage-de-qualite>

- **Service social international SSI**

Le SSI propose en automne 2018 plusieurs formations continues sur le thème de l'accompagnement de requérants d'asile mineurs non accompagnés (MNA). lien:

http://www.ssiss.ch/sites/default/files/inline-files/WB%20Angebot%20SSI%2018_neu_0.pdf

- **Groupe régional de Suisse centrale/ZVBB**

La **réunion d'automne** aura lieu le jeudi après-midi, le **25 octobre 2018**, à 13h30

Lieu: Betagten Zentrum Eichhof, Haus Rubin, Steinhofstrasse 13, 6006 Lucerne

Intervenant: Urs Vogel sur les thèmes suivants (en allemand): Modifications de la loi et obligations étendues d'annonce dans la protection de l'enfant, ainsi qu'assistance personnelle de la gestion du patrimoine, assistance personnelle et protection de l'enfant dans la zone de tension entre l'autodétermination et l'autonomie parentale;

Inscription: via/auprès d'Edi Arnold (edi.arnold@kriens.ch). Les frais de CHF 60.- sont à régler directement sur place.

- **Groupe régional de Suisse orientale/OVBB**

La prochaine "**réunion de Wil**" (en allemand): aura lieu le jeudi **22 novembre 2018**.

Informations sur <http://ovbb.ch>.

- **Groupe régional de Bâle/VBRRB**

Séance d'automne de la VBRRB (date encore ouverte), Bâle, Neuweilerstr. 67.

Plus d'infos sur: <https://www.vbrrb.ch/de/>

- **Groupe régional d'Argovie/VABB**

Réunion d'automne le jeudi **8 novembre 2018**. Thème (en allemand): trouble-fête

Plus d'infos sur www.vabb-argau.ch

- **Valais et Groupe latin:**

Haute Ecole de Travail Social, colloques HESO: Droit & travail social, les 07.11.18 et 07.11.2019;

Infos sur le programme et inscription en ligne sur: www.hevs.ch/hets

Congrès lucernois de politique sociale (HSLU Lucerne)

Musée des transports à Lucerne, mardi 4 décembre 2018, sur les « questions touchant à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, à la mobilité, au vieillissement et aux impulsions démographiques actuelles »:

Inscription/informations sur : www.hslu.ch/kongressgesellschaftspolitik

- **Premier dialogue qualité national** les mercredi/jeudi 8/9 novembre 2018 à Berne sur le thème: « Protection de l'enfant, entre exigences et réalité: développements et perspectives ». Informations supplémentaires et inscription sur : <http://www.qualitaet-kindeschutz.ch/fr/events/>

Integras – séminaire de formation continue à Brunnen, Congrès lucernois de politique sociale (HSLU Lucerne)

Le séminaire a lieu à Brunnen/SZ, du 13–15 novembre 2018, sur le thème « Toujours plus vieux? Toujours plus difficile? » Informations supplémentaires et inscription sur : <https://www.integras.ch/fr/education-sociale-et-la-pedagogie-specialisee/colloques/colloque-de-brunnen>

GeCoBi – Association suisse pour la coparentalité

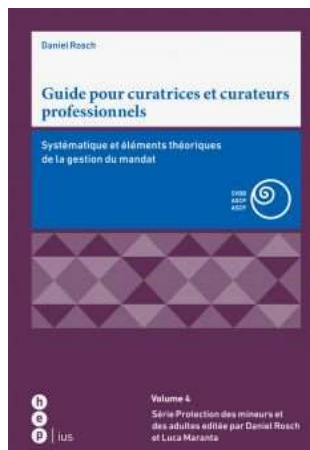
Informations et brochure à des fins de promotion de l'autorité parentale conjointe selon la devise: „Comment pouvons-nous rester parents ensemble?“ sur le site internet www.gecoBi.ch

E) Références bibliographiques

Guide pratique pour les curateurs professionnels de l'ASCP

Le guide pratique pour les curateurs professionnels de l'ASCP a été présenté pour la première fois et officiellement commercialisé lors des Journées d'étude des 13/14 septembre 2017. *Le guide pratique est disponible en librairie mais aussi via le secrétariat de l'ASCP avec un rabais de 20%.*

L'édition française est aussi parue et disponible depuis juin 2018.



D: ISBN 978-3-0355-0914-4 F: ISBN 978-3-0355-1098-0

Service social international Suisse (SSI)

Le SSI a publié la 2ème édition du catalogue de bonnes pratiques relatif au placement et à la prise en charge de mineurs non accompagnés (MNA).

Lien: [Publication 2ème édition du catalogue de bonnes pratiques](#)

COPMA – Revue de la protection des mineurs et des adultes (RMA)

Cette revue est aussi l'organe de publication officiel de l'ASCP. Des articles consacrés à l'évolution actuelle de la pratique juridique en matière de protection de l'enfant et de l'adulte constituent à ce titre le contenu principal. L'ASCP participera aussi à l'avenir à la rédaction des articles. Le contenu sera ainsi complété par la vision du travail pratique de la gestion de mandats.

Testez maintenant deux éditions de la RMA, grâce à un mini-abonnement attractif. Vous trouverez de plus amples informations sur la RMA et un formulaire de commande dans l'offre spéciale séparée. Lien:

[https://www.schulthess.com/verlag/programm/zeitschriften/kinder-erwachsenenschutz?CSPCHD=000001000000114k3pelrb0000s\\$gahlu\\$ojQTsK\\$ILu6T\\$w--&bpmlang=fr](https://www.schulthess.com/verlag/programm/zeitschriften/kinder-erwachsenenschutz?CSPCHD=000001000000114k3pelrb0000s$gahlu$ojQTsK$ILu6T$w--&bpmlang=fr)

Impressum:

Secrétariat de l'ASCP-SVBB, Markus Odermatt

Monbijoustrasse 22, case postale, 3001 Berne,
Téléphone 031 311 51 44, Fax 031 311 51 45 Email: info@svbb-ascp.ch

Le secrétariat est en règle générale joignable au 031 311 51 44 , mardi et vendredi de 08h30 à 12h (vous pouvez laisser un message sur le répondeur ou envoyer un Email).
--